Sale temps pour les immigrés ?

Mustapha Harzoune

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/888>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.888

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2010

Pagination : 155-163

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Mustapha Harzoune, « Sale temps pour les immigrés ? », *Hommes & migrations* [En ligne], 1288 | 2010, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/888> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.888>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Salle temps pour les immigrés ?

Mustapha Harzoune

- 1 Les dernières semaines eurent de quoi assombrir le plus imperturbable des optimistes. Venu de Suède, puis de Vienne, de Grenoble ou de Berlin, un coup de froid est tombé sur l'Europe. De nouveau, un spectre hante le Vieux Continent, qui, ici ou là, avec plus ou moins de force, s'insinuerait dans les esprits électoralistes des dirigeants et ceux, inquiets, des peuples. Historiquement, les périodes de crise ont rarement été clémentes pour les étrangers. Mais, *"s'il y a bien en effet une chose que les plus fervents optimistes auront apprise de ces dernières semaines, c'est que le pire est toujours à venir, du moins de la part des instances politiques qui nous dirigent"*, dicit Myriam Benlolo Carabot, professeure de droit public à l'université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis (*Le Monde*, 9 septembre).
- 2 À lire la presse, l'hostilité à l'endroit de l'immigré, de l'étranger et singulièrement du musulman serait en vogue. À croire que les commémorations – la bien-pensance qui va la main sur le cœur et la larme à l'œil pour invoquer le devoir de mémoire, ne pas oublier les souffrances et les victimes d'antan, histoire, fait-on croire, de ne pas reproduire ce que les aînés ont eu le tort de faire – ne servent à rien. Ou à si peu. On en oublierait que l'homme est doué d'imagination. Pour libérer ses plus vils et éternels instincts, il lui suffit d'inventer du nouveau, de trouver de nouvelles raisons à ses peurs et frustrations, d'habiller le passé des habits neufs du présent, et le tour est joué. Aujourd'hui, dans le bouillon réchauffé de la crise économique et financière, il suffirait d'ajouter les courants d'air qui traversent nos sociétés, l'irruption des identités erratiques pour alimenter les vieilles lunes xénophobes : *"La levée des frontières, l'eupéanisation des nations, la mondialisation des continents projettent chacun dans un univers sans repères stables et normes infaillibles"*, écrit André Glucksmann, qui cite *"le diagnostic établi en 1965 par de Gaulle : 'Dans le progrès général, un nuage est suspendu sur les individus. À l'antique sérénité d'un peuple de paysans, certain de tirer de la terre une existence médiocre mais assurée, a succédé chez les enfants du siècle la sourde angoisse des déracinés'"* (*Le Monde*, 1^{er} septembre).
- 3 Éric Fassin, sur *Mediapart*, le 12 septembre, offre une explication à cette capacité des hommes à se répéter ou à oublier les erreurs d'antan. Il en passe par le concept de

“signifié flottant” renversant celui élaboré par Claude Lévi-Strauss de “signifiant flottant”, : “Il y a donc bien une circulation rhétorique : le projecteur se déplace, au gré de l’actualité, entre ces ‘Autres’ multiples, c’est-à-dire entre ces groupes sociaux ‘altérés’. Pour rendre compte de ce fonctionnement, je propose de parler de ‘signifié flottant’. Je m’explique. Claude Lévi-Strauss inventait en 1950 le concept de ‘signifiant flottant’ : le ‘mana’ étudié par Mauss ne serait pas plus mystérieux que certains mots que nous utilisons tous les jours – comme ‘truc’ ou ‘machin’, dont le sens se renouvelle selon les contextes. Un même signifiant peut renvoyer à de multiples signifiés, au gré des besoins. ‘Simple forme’, le signifiant flottant est donc ‘susceptible de se charger de n’importe quel contenu symbolique’”. Éric Fassin inverse alors l’analyse : “Les Roms, les musulmans, mais aussi les ‘jeunes d’origine immigrée’, les Noirs ou les ‘couples mixtes’, sont les signifiants variables d’un même signifié flottant ; et c’est précisément le caractère hétéroclite de la liste qui en est le révélateur. Qu’ont-ils en commun ? À l’évidence, rien – si ce n’est que les uns et les autres se trouvent disponibles, si l’on ose dire, pour la rhétorique politique de stigmatisation actuelle.”

L'estivale circulaire

- 4 La France a brillé pour sa politique peu amène à l’égard des Roms qui se baguenaudent sur le territoire, moins par plaisir atavique que pour fuir les discriminations dont ils sont victimes, qui en Roumanie, qui en Bulgarie et ailleurs. Dans son éditto du 11 septembre, *Le Monde* écrit : “[...] la France n’a pas tous les torts, loin de là, dans l’affaire des Roms. Elle n’est pas la seule à procéder à des expulsions. D’autres agissent de même : Allemagne, Suède, Italie, par exemple. Pourquoi ? Parce que l’Union est confrontée à un problème qu’il ne sert à rien d’ignorer et qui ne va pas disparaître, comme le disait très bien Pierre Lellouche, le secrétaire d’État aux affaires européennes, dans nos colonnes (*Le Monde* du 10 septembre).
- 5 En intégrant la Roumanie et la Bulgarie en 2007, l’Union ne pouvait se voiler la face : elle héritait de la situation faite dans ces deux pays à quelques millions de Roms. Situation exécrationnelle puisque, dans un cas comme dans l’autre, les Roms y sont traités en parias, citoyens de seconde zone, victimes du racisme et de toutes sortes de violences.”
- 6 Pour autant, septembre a brui des remontrances européennes envers l’orgueilleuse patrie des droits de l’homme. Au Parlement européen, on entendit le chef des libéraux, Guy Verhofstadt, mettre “en garde contre la ‘tentation populiste, parfois raciste’, qui s’exprime selon lui en France et dans d’autres pays de l’UE. Le chef de file des socialistes, l’Allemand Martin Schulz, a quant à lui dénoncé ‘une chasse aux sorcières’” (*Le Monde*, 8 septembre).
- 7 Le lendemain, le même journal rappelait que “la France est un des seuls pays d’Europe de l’Ouest à mener une politique de reconduite massive en Roumanie et en Bulgarie des Roms présents sur son territoire, qu’il s’agisse de retours volontaires ou non. Une politique vivement condamnée par le Parlement européen, qui a voté, jeudi 9 septembre, une résolution qui demande de ‘suspendre immédiatement’ les expulsions”.
- 8 Dans un premier temps, “la Commission européenne, qui avait été interpellée sur la question des expulsions de Roms en France, a été moins dure que les eurodéputés. Tout en rappelant que les Roms ne devaient pas devenir des ‘boucs émissaires’, la commissaire européenne chargée de la justice, Viviane Reding, s’est déclarée satisfaite des ‘garanties’ que lui a fournies le gouvernement français pour justifier sa politique de reconduite. ‘Grâce à un dialogue très intense

entre la Commission et les autorités françaises au cours des dernières semaines, une évolution certaine se dessine’, a estimé M^{me} Reding. La France a bien expliqué qu’il n’y avait pas d’action ciblée contre les Roms” (*Le Monde*, 8 septembre).

- 9 Mais voilà, une circulaire du 5 août 2010 signée par Michel Bart, le directeur de cabinet du ministre de l’Intérieur, et adressée à l’ensemble du corps préfectoral stipulait que “300 campements ou implantations illicites devront avoir été évacués d’ici trois mois, en priorité ceux des Roms”. La révélation de son existence par *Le Canard social* irrita Mme Reding. “Viviane Reding a perdu patience : la commissaire européenne [...] a annoncé, mardi 14 septembre à Bruxelles, son intention de lancer une double procédure d’infraction contre la politique de la France à l’égard des Roms. [...] ‘Je trouve choquant qu’une partie du gouvernement [français] vienne m’expliquer quelque chose à Bruxelles, et que l’autre partie fasse le contraire à Paris’, a lancé la commissaire chrétienne démocrate luxembourgeoise” (*Le Monde*, 15 septembre).
- 10 Tout cela fit désordre ! En moins de deux, le 13 septembre, les services de Brice Hortefeux se fendirent d’une nouvelle circulaire. Elle ne changeait rien sur le fond mais tout dans la forme. M. Besson prétendit, lui, ne pas être au courant de la circulaire estivale. Tous voulurent le croire sur parole mais la presse révéla vite qu’un membre de son cabinet assistait à la réunion en charge de la rédaction de la circulaire sur les Roms... On évoqua alors des bisbilles dans le couple Hortefeux-Besson. Mais les Français firent front, de Pierre Lellouche à Éric Besson jusqu’au président lui-même, outrés par les propos de V. Reding et ses amalgames avec la Déportation. Convaincue par les explications fournies le 15 octobre ou par obligation diplomatique, elle finit par renoncer à demander une procédure contre Paris (*Métro*, 16 octobre).
- 11 Pendant ce temps, les expulsions de Roms se poursuivaient, les autorités gratifiant même d’un petit pécule ceux qui accepteraient, gentiment, non pas de rentrer chez eux, mais de passer la frontière... Car cette politique, qui a un coût, apparaît vaine, appliquée à des citoyens européens bénéficiant du droit de circuler... Une dépêche AFP du 9 septembre montrait comment, du côté d’Armentières, à la frontière franco-belge, “des Roms expulsés franchissent volontairement la frontière et font demi-tour”. “Ils ont pénétré une centaine de mètres à l’intérieur du territoire belge, avant de faire demi-tour. Selon Me Berthe, ‘les Roms ont exécuté l’arrêté de reconduite, qui devient nul, et peuvent donc revenir en toute légalité, en tant que ressortissants européens, sur le sol français’.” Expérience menée sous contrôle d’un huissier.

Immigration : entre “contrainte politique” et enjeu électoral

- 12 Dans *L’Opinion européenne en 2010* (Ed. Lignes de repères), Dominique Reynié écrit que “la nature du regard que les Européens portent sur l’immigration est en passe de devenir une contrainte politique importante. Elle pourrait peser sur les rapports de forces nationaux comme sur le fonctionnement des mécanismes européens [...]”. En France, en matière de rapport de forces, il semble que la majorité présidentielle ait choisi “l’escalade verbale” (*Le Monde.fr*, 15 septembre) et la médiatisation : “Le discours de Grenoble marque [...] un tournant au regard d’une troisième circulaire émanant du ministère de l’Intérieur, datée du 9 août. Dans ce document, le directeur adjoint du cabinet de Brice Hortefeux, Christophe Bay, demande désormais, sur instructions du ministre, à être informé ‘préalablement (au minimum

48 heures auparavant) de toute opération d'évacuation revêtant un caractère d'envergure ou susceptible de donner lieu à un écho médiatique" (Le Monde, 12 septembre).

- 13 Pour Jean-Yves Camus, Nicolas Sarkozy est "dans la communication et la surenchère verbale" mais son bilan en matière de lutte contre la délinquance est mitigé et il n'ira 'jamais aussi loin que les électeurs FN le souhaitent'. [...] Le politologue souligne que la plupart des lepénistes ne veulent pas de l'immigration choisie mise en avant par le chef de l'État, mais 'le renvoi des étrangers'. 'Ce qui est sûr, c'est que Nicolas Sarkozy va avoir du mal à garder l'électorat sensible à la thématique populiste qui avait lâché en 2007 le FN et voté pour lui', estimait en juillet dans Libération le sociologue Erwan Lecœur" (L'Express.fr, 22 septembre).
- 14 "En août, le Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale avait rappelé la France à l'ordre, l'exhortant à 'éviter' les renvois collectifs de Roms et les 'discours politiques discriminatoires'. Le pape Benoît XVI avait lui aussi exprimé sa désapprobation sur le sujet, appelant, en français, 'à savoir accueillir les légitimes diversités humaines'." (Le Monde, 8 septembre) Dans un courrier daté du 3 août adressé à Éric Besson, Thomas Hammarberg, commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe dénonce le "manque de place dans les centres d'accueil, [les] arrestations dans des établissements publics, [les] délais excessifs des procédures de regroupement familial, [les] enfants placés en rétention ...". Comme commente Le Monde, il s'agit-là d'"un tableau peu flatteur de la politique d'asile et de migration de la France" (21 septembre).
- 15 Il n'est pas certain que ce que la presse nomme le "tour de vis sécuritaire" annoncé par le discours de Grenoble du président de la République aide. Dans son éditorial du 11 septembre, Le Monde écrit : "Dans le débat en cours sur la situation des Roms, la France a bien des torts. Il y a eu d'abord la musique entendue, cet été, aux plus hauts sommets de l'État [le discours de Grenoble]. Elle a laissé penser qu'on y assimilait immigration et criminalité. Elle a donné l'impression que l'on faisait peser sur l'ensemble d'une communauté, Roms ou gens du voyage, la responsabilité des méfaits commis par quelques-uns. Qu'on appelle cela pratique de l'amalgame ou technique du bouc émissaire, le résultat est le même : condamnable, inacceptable." "Lors de son discours prononcé à Grenoble le 30 juillet, Nicolas Sarkozy a identifié la source de l'insécurité", écrit Thibault Gajdos du GREQAM-CNRS : "Enfin, il faut le reconnaître, je me dois de le dire, nous subissons les conséquences de cinquante années d'immigration insuffisamment régulée qui ont abouti à un échec de l'intégration.' Cela posé, le président de la République propose un programme énergique : suppression du caractère automatique de l'acquisition de la nationalité française pour les mineurs délinquants à leur majorité, extension des motifs de déchéance de la nationalité pour les Français fraîchement naturalisés, expulsion systématique des Roms installés dans des campements illégaux [...]. On est en droit de supposer qu'une politique d'une telle violence repose sur des arguments solidement établis. Or, il n'en est rien" (Le Monde, 21 septembre).
- 16 Citant une étude de "Denis Fougère, Francis Kramarz et Julien Pouget ('Youth Unemployment and Crime in France', Journal of the Association, septembre 2009)", il poursuit : "Ces chercheurs sont parvenus, pour la première fois, à mettre en évidence en France une relation de causalité entre criminalité (notamment les cambriolages, vols et délits liés aux stupéfiants) et chômage des jeunes, celui-ci aggravant celle-là. Ce n'est donc pas l'immigration qu'il faut combattre, mais le chômage des jeunes ! Denis Fougère et Mirna Safi ont par ailleurs montré que l'acquisition de la nationalité française facilitait l'accès à l'emploi des immigrés ('Naturalization and Employment of Immigrants in France (1968-1999)', International Journal of Manpower, 2009). Il n'est donc pas exclu qu'à contrario la politique d'exclusion souhaitée par Nicolas Sarkozy soit non seulement inefficace et moralement condamnable, mais aussi et surtout contre-productive."

- 17 Et voilà que l'Assemblée nationale "vote sans enthousiasme", selon *Les Echos* du 13 octobre, les 107 articles de la loi Besson. *Le Figaro* du jour donne le nom des quelques députés UMP, dont plusieurs anciens ministres, qui ont voté contre ou se sont abstenus. Cette loi, qui ne devrait être adoptée qu'au printemps prochain, s'inscrit dans la ligne tracée par le président à Grenoble. Plusieurs commentateurs y ont vu une loi instituant deux catégories de Français et négatrice du principe d'égalité. Au centre des critiques figurent l'extension de la déchéance de nationalité, qui ouvre la possibilité de déchoir de leur nationalité des Français naturalisés depuis moins de dix ans et condamnés pour meurtre d'un dépositaire de l'ordre public. Les expulsions pour "menaces à l'ordre public" viseraient, selon l'opposition... les Roms : "Tout étranger, y compris les ressortissants de l'Union européenne, présent depuis plus de trois mois mais moins de trois ans, pourra être reconduit dans son pays en cas de 'menaces à l'ordre public'. Des infractions déjà passibles d'expulsions", note le journal *Les Echos* du 13 octobre. À ces mesures, s'ajoute la décision de repousser l'intervention du juge dans les procédures d'éloignement de 48 heures à 5 jours : "Le taux de remise en liberté d'un étranger en séjour irrégulier du fait de la décision d'un juge judiciaire a augmenté de 19,6 % à 27,2 % entre 2006 et 2009. Des chiffres préoccupants pour le gouvernement, qui a choisi, pour remédier à ce problème, de retarder l'intervention du juge judiciaire dans la procédure d'éloignement [...]. Dans la mesure où une grande partie des reconduites s'effectuent dans un délai de 5 jours, cette disposition permettra l'éloignement d'un nombre important d'étrangers en situation irrégulière sans passer devant le juge."
- 18 Olivier Bernard, président de Médecins du monde, s'est alarmé, lui, des limitations apportées dans l'accès aux soins. Selon la nouvelle loi, "les étrangers souffrant d'une maladie grave et souhaitant se faire soigner en France devront apporter la preuve que le traitement dont ils ont besoin n'est pas 'disponible' dans leur pays d'origine" (voir espaceinfirmier.com, 15 octobre).
- 19 La loi Besson permettra d'assigner à résidence sous surveillance électronique les étrangers en attente d'expulsion. Ils seront dotés d'un bracelet électronique, celui que la loi réserve aux condamnés. Enfin, l'étranger qui ne respectera pas le délai de retour volontaire (un mois) pourra, en conformité avec la législation européenne, se voir interdit de retour – valable de trois à cinq ans – dans l'espace européen.

Varia ou le trompe-couillon et les immigrés ventripotents

- 20 Parce que le "mauvais accueil des étrangers [à] la préfecture de Bobigny" "bat tous les records", "18 organisations de défense des étrangers ont publié en commun un livre noir dénonçant les conditions d'accueil" (yabiladi.com, 21 septembre). *Rue89* a mis en ligne le 24 septembre un reportage sur la préfecture de Bobigny, où les employés et les immigrés seraient maltraités : "Les uns sont au bord de la dépression, les autres sont 'traités comme des bêtes'." Pour *LaCroix.com* du 27 septembre, "force est de constater l'inhospitalité des services des préfectures qui gèrent le gros des flux d'étrangers : Paris, les départements de la petite couronne, Lille, Lyon, Marseille, Toulouse".
- 21 Ambiance : à Dax, Géraldine Madounari, conseillère municipale d'origine antillaise, a reçu une lettre anonyme menaçant les siens de mort. "La lettre dactylographiée, sans enveloppe, est arrivée à son domicile. Elle vise directement les origines de la mère de famille et de son mari né de parents algériens. La jeune mère de famille, [...] arrivée de Paris à Dax il y a 11

ans, a été élue en 2008. ‘Selon cette lettre, je n’ai rien à faire là parce que les vrais dacquois ne veulent pas de moi’” (La Dépêche, 23 septembre).

- 22 Depuis plusieurs mois les débats, articles ou livres sur le coût de l’immigration se multiplient. Cette logique, fumeuse et parfois nauséuse, pourrait s’étendre aux... gros ! Le Monde du 9 octobre rapporte : “Quelque 73,1 milliards de dollars par an (52,4 milliards d’euros). C’est la somme que les salariés américains obèses coûtent à leurs employeurs en raison d’une productivité moindre due à une santé plus fragile, révèle une étude publiée vendredi. Cette somme équivaldrait à l’embauche de ‘1,8 million de personnes supplémentaires par an avec un salaire annuel de 42 000 dollars, ce qui correspond en gros au salaire annuel moyen d’un Américain’, écrit , chercheur à la Duke National University à Singapour. [...] Selon une étude publiée le mois dernier, l’obésité coûte chaque année à l’économie américaine au moins 215 milliards de dollars, qu’il s’agisse de coûts directs, comme ceux des dépenses médicales, ou indirects, comme ceux liés à la perte de productivité.”
- 23 Bien... Quand des études, plus ou moins sérieuses, stigmatisent l’immigration, on se doute où cela peut mener... à l’arrêt de l’immigration et/ou l’expulsion des indésirables. Mais quid des gros ? Une solution : ne pourrait-on dans un premier temps s’occuper des immigrés ventripotents ? Comme l’obésité frappe d’abord les classes populaires, on aurait sûrement de quoi renflouer les comptes de la nation et la productivité de l’économie, non ? Reste que le système ne manque pas d’air ! Il fait ingurgiter tout et n’importe quoi au plus grand nombre et accuse le pauvre et bon consommateur d’engraisser. Ce même système qui a besoin de bras – et maintenant de plus en plus de cerveaux – s’en prend au diligent et laborieux migrant, l’accusant justement de migrer... Ce n’est sûrement pas l’avis de M. Guerlain, fabricant de trompe-couillon, qui, interrogé sur son nouveau parfum au journal de 13 heures de France 2 du 22 octobre, déclare : “Pour une fois, je me suis mis à travailler comme un nègre. Je ne sais pas si les nègres ont toujours tellement travaillé, mais enfin...” Hum... respirez ! C’est du “sent bon” de chez Guerlain.

La fin des tabous ?

- 24 “Alors que plusieurs gouvernements européens sont empêtrés dans d’oiseuses controverses à propos de l’immigration, une enquête d’opinion (Financial Times/Harris Poll) publiée le 7 septembre révèle que la moitié de leurs administrés estiment que les flux migratoires affectent négativement leurs conditions de vie. En Europe occidentale, la palme de l’hostilité revient aux Britanniques : 64 % d’entre eux sont convaincus que la présence des immigrés a des conséquences fâcheuses, notamment sur l’éducation (66 %) et le système de santé (63 %). [...] Mais les Espagnols ne sont pas en reste : 67 % d’entre eux pensent que les flux migratoires vers leur pays ont rendu plus difficile la recherche d’un emploi. Et 32 %, qu’ils ont provoqué une baisse des salaires. [...] 40 % des Allemands jugent que le phénomène est néfaste pour leur pays, alors que l’immigration turque a fortement décliné depuis 2000” (JeuneAfrique.com, 16 septembre).
- 25 Selon L’Express, “hors d’Allemagne, personne n’a vraiment prêté attention [...] à la création d’une nouvelle formation baptisée ‘Parti de la liberté’. Dans la capitale allemande, l’initiative de René Stadtkewitz, hostile aux immigrés, a en revanche provoqué un petit tremblement de terre politique dont les secousses ont été ressenties jusqu’à la Chancellerie. [...] Implanté dans le quartier de Pankow dans l’est de Berlin, René Stadtkewitz milite pour l’interdiction du voile, pour la fermeture des mosquées et pour la réduction des aides sociales pour les musulmans. Il est la

dernière émanation en date d'un puissant courant anti-immigrés qui, en séduisant les électeurs à travers l'Europe, bouscule la classe politique traditionnelle.

- 26 À l'image du Front national en France ou de la Ligue du Nord en Italie, l'existence de partis hostiles à l'immigration n'est pas une nouveauté en Europe. Pour les observateurs, certains sont toutefois en train de briser des tabous érigés après la Seconde Guerre mondiale en tentant d'exploiter les peurs liées à l'immigration, qui suscite une hostilité croissante avec la crise économique. [...] Pour Heather Grabbe, directrice de l'Open Society Institute à Bruxelles, de plus en plus de dirigeants européens se rendent compte que la stigmatisation de l'immigration permet de tirer parti des peurs des électeurs à l'égard de l'économie, du chômage, de la mondialisation et d'un avenir incertain" (14 septembre).
- 27 France 24.com, le 7 octobre, revient sur "les succès électoraux du mouvement populiste des Démocrates de Suède et de la formation islamophobe de Geert Wilders aux Pays-Bas". "[...] Cet événement consacre l'influence directe d'un parti qui se situe à droite de la droite traditionnelle sur le pouvoir exécutif. Mais il n'est pas le premier du genre en Europe. Suède, Danemark, Norvège, Autriche, Belgique, Royaume-Uni, Suisse, Lituanie, Italie, France, Bulgarie et Hongrie. Dans chacun de ces pays, des partis de la droite radicale ont progressé voire même enregistré des résultats à deux chiffres lors d'élections. Des succès qui leur permettent de jouer un rôle d'arbitre dans certains parlements du Vieux Continent. Pour l'hebdomadaire américain Newsweek, ce phénomène 'représente la plus importante secousse connue par le continent depuis la fin du communisme'." À cette liste, il est aujourd'hui possible d'ajouter Vienne et les 27 % du FPÖ de Heinz-Christian Strache, "le chef de l'extrême droite autrichienne" (Le Monde, 13 octobre).
- 28 Sur le site du Nouvel Obs, l'article de Newsweek est traduit. On y lit que "le soutien des électeurs à l'extrême droite en Europe ne peut plus être considéré comme un phénomène marginal, spécifique à un pays. La plus grande région démocratique du monde est maintenant le terreau de l'extrême droite. Lors des dernières élections, l'extrême droite a totalisé 11,9 % en France (Front national), 8,3 % en Italie (Ligue du Nord), 15,5 % aux Pays-Bas (Parti pour la liberté néerlandais de Geert Wilders), 28,9 % en Suisse (Parti du peuple suisse), 16,7 % en Hongrie (Jobbik) et 22,9 % en Norvège (le Parti du progrès). Des partis significatifs existent aussi en Belgique, en Lettonie, en Slovaquie et en Slovénie. La plupart de ces formations ont pris de l'importance depuis 2000, ou n'existaient même pas il y a dix ans. Le soutien des électeurs a considérablement réduit la portée des partis traditionnels et a érodé la confiance des formations dominantes d'après-guerre" (29 septembre).

Merkel : "Perdra-t-elle les pédales ?"

- 29 En Allemagne, Thilo Sarrazin, ci-devant membre social-démocrate du directoire de la Bundesbank, a créé le scandale. "Dans son livre pamphlet intitulé Deutschland schafft sich ab ('L'Allemagne court à sa perte'), [il] juge que l'Allemagne 's'abrutit' sous le poids des immigrés musulmans et des Turcs qui 'minent la société allemande et vivent aux crochets de l'État'" (Le Monde, 19 septembre).
- 30 Valeurs Actuelles.com, le 10 septembre, donne aussi "quelques extraits de ses propos au vitriol" : "[...] le taux élevé de fertilité de la communauté musulmane a réduit le QI général du pays", "les immigrants musulmans préfèrent toucher les allocations chômage plutôt que de travailler", ou encore "'les Juifs partagent un gène spécifique' – propos qui a déclenché des accusations de racisme bien que, selon son auteur, il s'agissait de saluer l'apport de cette

communauté à la prospérité allemande”. À la suite de l’hebdomadaire, Alexandre Adler dans sa chronique matinale de France Culture du 26 octobre souligne “le succès incroyable du livre de Thilo Sarrazin, près de 80 000 exemplaires vendus”.

- 31 Après avoir qualifié les propos de Sarrazin d’“absurdes” et de “complètement inacceptables” (Valeurs Actuelles.com), *Le Figaro* du 25 septembre note qu’Angela Merkel “durcit” “son discours sur l’intégration des immigrés en Allemagne en exigeant des étrangers qu’ils apprennent la langue et respectent les lois du pays d’accueil”. “La chancelière, dont la popularité est en berne depuis sa réélection il y a un an, prenait la parole à un congrès de la CDU à Mainz, dans l’ouest du pays, pour un discours manifestement destiné à l’aile droite de son parti conservateur. ‘Quiconque souhaite vivre dans notre pays doit obéir à ses lois, souhaiter apprendre notre langue et accepter les règles de notre société et tous les articles de notre Constitution’, a-t-elle martelé sous les acclamations de l’auditoire.”
- 32 Le JDD du 17 octobre confirme : “À l’approche des élections régionales de 2011, Angela Merkel tente de reconquérir l’aile droite de sa coalition conservatrice. La chancelière allemande a admis ‘l’échec’ du modèle multiculturel allemand, dimanche à Potsdam, devant le congrès des jeunes de son parti, la CDU (Union chrétienne-démocrate). Mais pour ne pas perdre l’aile gauche de ses partisans, elle s’est quand même déclarée favorable à l’immigration.
- 33 L’approche ‘multikulti’, qu’Angela Merkel a définie comme ‘nous vivons côte à côte et nous nous en réjouissons’, a, selon la chancelière, ‘échoué, totalement échoué’. [...] Elle avait déjà déclaré, le 25 septembre lors d’un congrès de la CDU, que ‘subventionner les immigrants’ ne suffisait pas, l’Allemagne est en droit ‘d’avoir des exigences’ envers eux, par exemple qu’ils maîtrisent l’allemand et qu’il n’y ait plus de mariages forcés [...]. Or ces sorties médiatiques sur l’immigration ont surtout un intérêt électoraliste pour la chancelière. Sa coalition conservatrice-libérale est au plus bas dans les sondages, à l’approche de six scrutins régionaux, prévus en 2011.” Une “inquiétude” qui pourrait bien, selon Alexandre Adler “faire perdre un peu les pédales” à Angela Merkel, par ailleurs “modérée” et “ouverte”.
- 34 Pour Angela Merkel, l’Allemagne n’a “pas besoin d’une immigration qui pèse sur [son] système social’. Cependant, le pays ne pourra faire l’économie de spécialistes étrangers même s’il forme des chômeurs allemands” (*Le Monde* du 18 octobre). D’ailleurs, “selon la Chambre de l’industrie et du commerce (DIHK), 400 000 travailleurs qualifiés font défaut à l’économie allemande” (*L’Express*.fr, 16 octobre)...